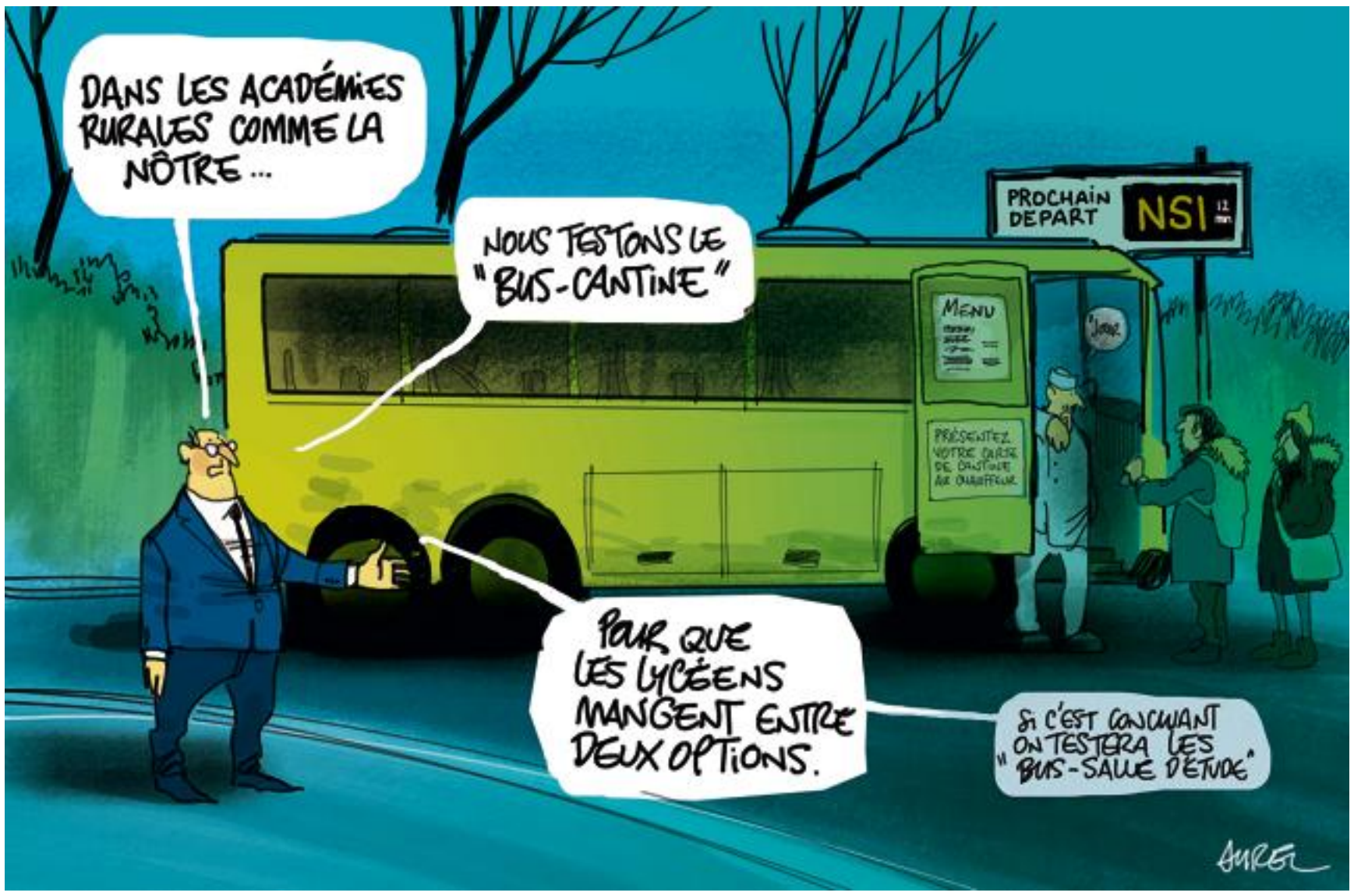
Lycée : le casse-tête des spécialisations

La réforme Blanquer entre en application. Entre zones urbaines et zones rurales, l'offre n'est pas équivalente



Dans les couloirs du lycée Camille-Claudel, à Blain (Loire-Atlantique), le recteur William Marois déambule. Ce 17 janvier au matin, il vient sonder l'humeur des lycéens et de leurs professeurs, rapporte-t-il au *Monde*, à l'aube de l'entrée en application d'une réforme qui mettra fin aux trois séries (L, ES, S) à compter de la promotion du bac 2021. *« Les élèves de 2de m'ont semblé tout à fait avertis de ce qui les attend en classe de 1re*, rapporte le recteur de Nantes. *L'une m'a dit qu'elle prendrait les enseignements de spécialité maths/physique-chimie/SVT. Une autre qu'elle opterait pour sciences économiques et sociales/histoire-géographie, géopolitique, sciences politiques/langues et cultures étrangères. »*

William Marois, qui précise avoir *« fait comme le ministre le souhaitait »*, est donc confiant. Dans l'académie de Nantes, seuls huit établissements sur 67 n'offriront pas l'ensemble des sept spécialités dites « de base », au motif qu'*« il s'agit de lycées technologiques ou de lycées qui ne disposaient pas des ressources enseignantes pour certaines spécialités »*, précise le recteur.

« Dans un lycée de taille normale (de 1000 à 1300 élèves), il est normal de proposer les sept spécialités de base pour offrir un panel raisonnable », abonde Pascal Bolloré, secrétaire général adjoint du SNPDEN-UNSA et proviseur du lycée Marcelin-Berthelot, à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne). Avec huit enseignements de spécialité, dont numérique et sciences informatiques (NSI), l'établissement propose une offre complémentaire à celle de son voisin, le lycée d'Arsonval, qui, en sus des sept de base, dispose des spécialités sciences de l'ingénieur (SI) et arts (théâtre).

Trouver de bons compromis

« Dès le mois d'octobre, nous avons informé et sondé les parents et les élèves. Ainsi, dès début novembre je savais ce qu'ils envisageaient. Les professeurs principaux de 2de ont alors eu du temps, avec la psychologue de l'éducation nationale, pour rencontrer ceux dont les combinatoires pouvaient interpeller, type arts/SES/SVT », expose-t-il. Objectif : questionner les choix pour voir la cohérence entre le profil et le projet de l'élève.

Si les dix-huit souhaits de lycéens en faveur de l'enseignement de NSI ont suffi à obtenir le feu vert de l'académie de Créteil, le proviseur sait que vont rapidement se poser *« des problèmes peu aisés à trancher »*, notamment celui de l'emploi du temps des professeurs, mais aussi de l'établissement, les plages horaires étant déjà *« extrêmement utilisées de 8 heures, le lundi, jusqu'à 13 heures, le samedi »*. *« On verra si le lycée d'Arsonval peut prendre mes élèves en SI et moi les siens en NSI. Mais nous devrons tenir compte de la distance à parcourir* [800 mètres]. *Faire coïncider des plages horaires ne va pas être évident du tout »*, prévoit Pascal Bolloré.

« Cette réforme n'est pas facile pour les chefs d'établissement, commente l'ancien recteur de Versailles, Alain Boissinot. *Pour préserver la paix sociale, ils doivent trouver de bons compromis. »* Subissant la pression de leur dotation horaire globale – 2 600 postes doivent être supprimés dans le second degré cette année –, *« ils vont tendre vers la mise en place de parcours relativement contraints, et il leur faudra rendre des arbitrages sur les conditions d'enseignement »*, explique-t-il.

Vouloir à tout prix ouvrir un maximum de spécialités risque en effet de coûter très cher en heures, et de consommer intégralement l'enveloppe supplémentaire destinée aux dédoublements de classe, à l'accompagnement personnalisé ou encore à l'ouverture d'options comme le latin et le grec.

« On ne peut pas tout avoir : toutes les options, toutes les spécialités, et continuer comme avant avec une marge pour les dédoublements de classe sans jamais interroger les résultats produits par ces dispositifs ! », tonne un cadre de l'éducation nationale, qui ajoute toutefois qu'une réserve d'heures pourrait être distribuée en fin de course *« selon le profil des élèves et le projet d'accompagnement prévu par le lycée »* demandeur.

Diffusées par les rectorats fin décembre 2018, les cartes académiques des enseignements de spécialité ont offert une excellente occasion pour profiler les différents lycées. Par exemple, à Versailles, le lycée Hoche ne proposera pas la spécialité humanités/lettres/philosophie qui fait en revanche partie de l'offre du lycée La Bruyère. *« Dire cela, c'est renforcer l'idée que Hoche est un lycée scientifique et que La Bruyère est un lycée littéraire. C'est très lourd de conséquences,* s'inquiète Alain Boissinot. *Car dès la 2de, l'élève devra déterminer s'il est scientifique ou littéraire. Cela va à rebours d'un parcours d'orientation progressif, tel que promu par la réforme officiellement. »*

Une réforme « précipitée »

Dans l'ensemble des lycées parisiens, *« 1200 heures de cours seraient supprimées, soit 70 postes en lycée »*, croit savoir Tristan Demurger, professeur au lycée Edgar-Quinet. *« Alors, quel est l'objectif de la réforme ? Plus de choix ou moins de postes ? Entre ce qui est présenté aux parents comme positif et ce qu'on voit, nous, c'est l'effet inverse. Avec la nette impression que cette réforme n'est faite que pour les gros établissements »*, analyse-t-il. A Gaillac (Tarn), la majorité des enseignants du lycée Victor-Hugo compte déjà à son actif deux grèves depuis la rentrée de septembre. Happening chaque jeudi matin, opérations Nuit du lycée, la pression ne retombe pas, raconte Sylvie Cluzel, professeure de SES syndiquée au SNES-FSU. Cette enseignante se félicite de voir que les lycées d'Albi et de Lavaur ont décidé de se joindre au mouvement. *« Nous savions que cette réforme se mettrait en place de façon précipitée et que les lycées ruraux s'en trouveraient lésés,* expose-t-elle. *Ce sont les oubliés de la réforme car ils n'auront pas les moyens d'offrir toutes les spécialités. »* A Gaillac, les élèves ne pourront suivre aucune spécialité scientifique – ingénieur ou informatique –, illustre Sylvie Cluzel. *« On imagine mal un lycéen se rendre en scooter ou être conduit en voiture à Lavaur pour aller en spécialité NSI. Il y a trente minutes de trajet. »*

Des problèmes vont se poser, comme celui de l'emploi du temps des professeurs, selon Pascal Bolloré, proviseur

Le succès de ce nouvel enseignement d'informatique, objet de toutes les attentions, reposera sur des volontaires. Chaque académie a constitué une liste de professeurs que les inspecteurs pédagogiques rencontrent un à un actuellement pour *« vérifier leur motivation et leur inscription à une formation »*, confie une source dans une académie. Et d'ajouter : *« La difficulté de cette réforme, c'est qu'elle actionne tous les leviers en même temps et qu'on ne verra si c'était pertinent qu'après la session du bac de 2021. »* ■

SOAZIG LE NEVÉ

A l'heure des choix, les parents d'élèves s'inquiètent

Les élèves de 2de doivent choisir trois enseignements de spécialité qui remplaceront les séries L, ES et S du lycée général

Ils sont plusieurs centaines à s'être présentés, ce 22 janvier, dans la salle polyvalente du lycée Hélène-Boucher, à Paris : les parents d'élèves de 2de doivent assister à une présentation des différentes spécialités du « lycée Blanquer ». A partir de la rentrée, les séries S, ES et L du lycée général laissent place à ce nouveau système « à la carte ». Leurs enfants seront la première génération à devoir choisir.

Il faut dire que le temps presse : une fiche de dialogue est à rendre pour le 1er février. Les élèves doivent y indiquer, par ordre de préférence, quatre vœux de spécialité, pour n'en retenir que trois à la fin de l'année. Le conseil de classe du deuxième trimestre rendra un premier avis courant février, puis un second au troisième trimestre. Les élèves seront alors invités à se prononcer sur leur choix définitif. Personne ne s'en cache : pour les proviseurs, ces fiches servent aussi à connaître les préférences des lycéens pour commencer à constituer des groupes.

Dans la tête des parents, pourtant, rien ne semble clair. L'absence des mathématiques dans le tronc commun d'enseignement cristallise les angoisses. *« Peut-on se permettre de ne pas prendre de maths en 1re ? »*, lance une mère d'élève. *« Cela dépend du projet d'études »*, répond la proviseure, Armelle Nouis. « *Mais justement, ils ne savent pas ce qu'ils veulent faire ! »*, se désespère la mère. *« S'il ne sait pas quoi faire, votre enfant doit d'abord choisir ce qu'il aime*, tempère la proviseure. *Le principe de la réforme du lycée est de travailler avec l'élève sur son profil, sur ce qu'il aime et sur ses compétences. »*

« Il faut assurer ses arrières »

Inutile donc de pousser un enfant vers les mathématiques s'il y est allergique. Mais quid de l'entrée, ensuite, dans les facultés d'économie – où les maths sont présentes – et de la première année commune aux études de santé ? Pour beaucoup de parents, les *« attendus »* du supérieur restent flous.

Ailleurs aussi, les questions fusent. Eva Bessac a un fils en 2de au lycée Buffon, à Paris, qui ignore ce qu'il veut faire et penche pour une combinaison langue étrangère-physique-français, que sa mère ne trouve pas très logique, elle qui a fait des études de mathématiques. *« Il faut assurer ses arrières,* explique-t-elle, *certains changements de trajectoire sont possibles, d'autres pas. »* Cette mère de famille a consulté la documentation disponible en ligne, le site Horizons 21, qui permet aux élèves de 2de de visualiser les poursuites d'études en fonction des spécialités choisies, mais aussi la plate-forme d'orientation Parcoursup... *« Il y a beaucoup de choses, et mon fils lui-même ne sait pas toujours ce qu'il y a derrière les intitulés de filière,* s'inquiète-t-elle. *Les 2des de cette année vont payer les pots cassés. On leur demande de choisir alors qu'ils ne savent pas encore ce qu'on leur demandera dans deux ans sur Parcoursup. »*

« Ma fille a le sentiment qu'elle n'aura pas les mêmes chances que ceux qui ont eu leur bac l'année précédente, abonde Anna Bogunovic, mère d'une élève à Villefranche-de-Lauragais (Haute-Garonne), *un lycée de secteur un peu perdu dans la campagne. »* Sa fille compte inscrire sur la fiche de dialogue les spécialités langue étrangère, histoire-géographie, SES et lettres-philosophie. Comme beaucoup de parents d'élèves aux profils de « faux littéraires », qui s'intéressent aux sciences humaines et à l'actualité, Anna Bogunovic s'inquiète de voir sa fille pencher pour l'économie sans faire de maths. Elle se demande aussi quelle spécialité devra être abandonnée en terminale, puisqu'il ne faudra en conserver que deux.

D'autres parents s'interrogent en outre sur la disponibilité des spécialités et sur le casse-tête que représenterait un changement de lycée. Franck Leclerc est parent d'élève à Arras. Sa fille s'intéresse aux arts, mais la spécialité théâtre n'est pas proposée dans son lycée. *« Ma fille est bien là où elle est,* rapporte son père. *Elle hésite un peu, parce qu'elle préférerait rester dans son lycée. Ce n'est pas facile de prendre ce genre de décisions, à 15 ans. »* ■

VIOLAINE MORIN